



Mairie du Haillan
Département de la Gironde

Arrêté Municipal n°AM2023_05_166
Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour un stand de
présentation de la nouvelle offre TBM Vélo

La Maire de la Commune du Haillan,

VU les articles L2122-24, L2212-1, L2212-2 du Code général des collectivités territoriales,

VU l'article L2132-2 du Code général de la propriété des personnes publiques,

VU l'article R116-2 du Code de la voirie routière,

VU le Code de la route,

VU l'arrêté n°368/2021 du 08/11/2021 portant règlement du marché de plein air du Haillan, et notamment son article 16-2,

VU l'arrêté n°017/2022 du 10 janvier 2022 portant règlement d'utilisation de la halle,

VU la délibération n°92/16 du conseil municipal du 28 septembre 2016,

CONSIDERANT l'intérêt de proposer une présentation de la nouvelle offre de services TBM Vélo à la population à proximité du marché hebdomadaire du Haillan les vendredis 26 mai, 9 juin et 23 juin 2023,

ARRETE

Article 1 - Dispositions générales

Dans le cadre de la présentation de la nouvelle offre de service public TBM Vélo qu'elle assure, une autorisation d'occupation temporaire du domaine public est accordée les vendredis 26 mai, 9 juin et 23 juin 2023 de 14h00 à 18h00 à l'entreprise Cykleo, sur la place François Mitterrand, aux abords du marché.

Cette autorisation n'est accordée qu'à titre précaire et révocable. Si, à un moment quelconque, la Ville juge nécessaire de retirer cette autorisation pour tout motif d'intérêt public ou en cas de carence du permissionnaire dans l'exercice de ses obligations, ce dernier devra immédiatement déférer aux injonctions qui lui seront adressées à cet effet. Il ne pourra prétendre, du fait de ce retrait, à aucun dédommagement ni indemnité.

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal Administratif de Bordeaux ou par l'application télerecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Dans ce même délai, un recours gracieux interrompant le délai de recours contentieux pourra être adressé à l'auteur de l'acte.

Article 2 - Conditions d'autorisation

Cette autorisation est accordée de façon nominative et ne peut en aucun cas être cédée, à titre gracieux ou non, à une autre personne morale ou physique. En cas de cession de ses biens, son titulaire restera responsable des conséquences de l'occupation et tenu d'honorer les présentes obligations jusqu'à régularisation du transfert à son successeur ou remise en état des lieux.

Article 3 - Conditions d'installation

L'association prend attache avec le placier à son arrivée avant de s'installer afin que celui-ci lui indique précisément l'emplacement qui lui a été attribué.

Dans l'hypothèse de l'utilisation d'abris faciles ou barnums, ceux-ci devront obligatoirement être lestés en cas de vent, selon les préconisations du constructeur.

Le permissionnaire est tenu de verser annuellement, pendant toute la durée effective de l'occupation, sur avis à payer à Monsieur le Trésorier Principal, Receveur de la Ville, une redevance d'occupation du domaine public en application des tarifs en vigueur en matière de redevance d'occupation du domaine public tels que votés par le conseil municipal.

Pour les installations ponctuelles lors de manifestations, pour l'année 2023, la redevance est nulle.

Article 4 – Responsabilités

La commune du Haillan est dégagée de toute responsabilité en cas de vols, dégradations ou dommages qui pourraient survenir à l'association durant l'exercice de son atelier.

L'association doit avoir contracté une assurance responsabilité civile couvrant, en cas d'incident, les dommages pouvant être causés aux tiers.

Article 5 – Hygiène

Toute personne ou entité ayant obtenu une autorisation d'occupation temporaire est tenue de respecter les règles d'hygiène suivantes :

- les eaux usées, les ordures ménagères ainsi que tout autre déchet doivent être récupérés par l'occupant en vue de leur élimination ultérieure, conformément aux lois et règlements en vigueur ;
- l'emplacement ainsi que ses abords sont tenus propres en permanence, dès l'installation de l'occupant et ce jusqu'à son départ.

Article 6 – Sanctions

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur et notamment à l'article R.610-5 du Code pénal.

Selon le cas, les contrevenants s'exposent à une contravention pouvant aller de la première classe (maxi 38€) à la cinquième classe (1500€ à 3000€ en cas de récidive).

Le contrevenant se verra immédiatement retirer son autorisation d'occupation temporaire du domaine public.

Article 7 – Exécution

Madame la directrice générale des services, la police municipale de la commune du Haillan et la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal Administratif de Bordeaux ou par l'application télerecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Dans ce même délai, un recours gracieux interrompant le délai de recours contentieux pourra être adressé à l'auteur de l'acte

Article 8 – Ampliation

Le présent arrêté est adressé à :

- Monsieur le Préfet de la Gironde
- Monsieur le Président de Bordeaux Métropole
- Monsieur le Directeur du Pôle territorial Ouest de Bordeaux Métropole - Le Haillan
- Commissariat de police nationale d'Eysines
- Caserne des sapeurs-pompiers de Saint-Médard-en-Jalles-33160 (direction@sdis33.fr)
- Police municipale du Haillan (police.municipale@ville-lehaillan.fr)
- Services techniques du Haillan (service.technique@ville-lehaillan.fr)
- Service développement durable du Haillan (service.devdurable@ville-lehaillan.fr)
- A l'entreprise titulaire de l'autorisation : Cykleo

Fait au Haillan, le

25 MAI 2023



La Maire,

Andrea KISS

Certifié exécutoire par Madame La Maire compte tenu :

-de sa réception en Préfecture :

-et de sa publication le :

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal Administratif de Bordeaux ou par l'application télécourts citoyens accessible à partir du site www.telercourts.fr. Dans ce même délai, un recours gracieux interrompant le délai de recours contentieux pourra être adressé à l'auteur de l'acte